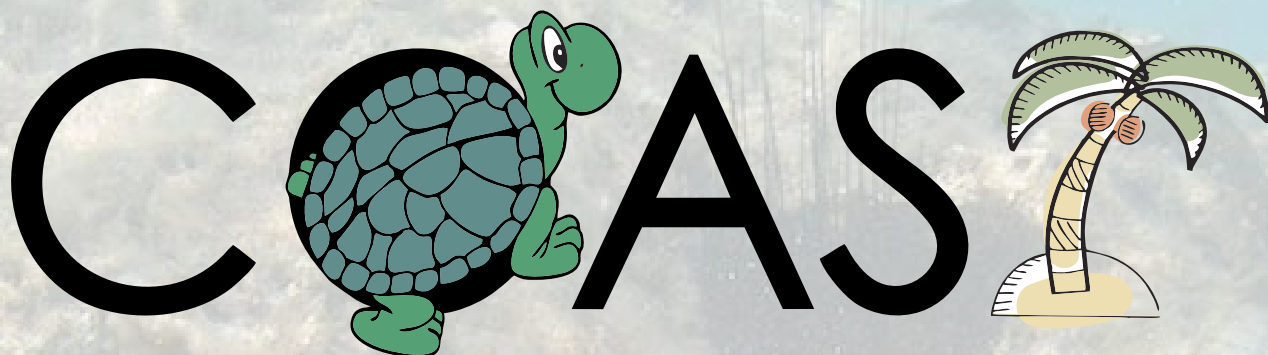




COLLABORATIVE ACTIONS FOR SUSTAINABLE TOURISM

4ÈME EDITION DU BULLETIN D'INFORMATION

DECEMBRE 2013



**INTEGRER LES PRINCIPES DE GESTION
DES RECIFS ET DES LOISIRS MARINS EN
AFRIQUE DE L'EST
...ET AUTRES HISTOIRES**

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3
EN COUVERTURE: INTEGRER LES PRINCIPES DE GESTION DES RECIFS ET DES LOISIRS MARINS EN AFRIQUE DE L'EST	5
ANALYSE: LECONS TIREES DE LA CERTIFICATION POUR LE TOURISME DURABLE AUX SEYCHELLES	12
PARTENARIAT: LANCEMENT DU PROJET POUR L'EAU DE L'ONUDI A WATAMU, AU KENYA	18
ARTICLE SPECIAL EN IMAGE: JOURNEE MONDIALE POUR L'ENVIRONNEMENT	21
DES NOUVELLES DES PAYS DU PROJET COAST	26
CAMEROUN	26
GAMBIE	26
GHANA	27
KENYA	28
MOZAMBIQUE	29
NIGERIA	30
SENEGAL	31
TANZANIE	32
QUESTIONS ET REPONSES: DR. FRANCOIS ODENDAAL, PDG D'ECOAFRICA	34
OPINION: EXPERIENCE ET LECONS DE LA COMMISSION ACTUELLE DE BENGUELA	39

ÉQUIPE ÉDITORIAL

ÉDITEUR

- UNIDO COAST PROJECT

EQUIPE EDITORIALE

- GEOFFREY OMEDO
- MARLA PINTO RODRIGUES

CONCEPTION & REALISATION

- BRAND AFRICA CREATIVE VILLAGE

PHOTOGRAPHIE

- UNIDO COAST PROJECT
- TIBEA HAMMAN

COLLABORATEURS

- LUDOVIC BERNAUDAT
- HUGH GIBBON
- HARVEY GARCIA
- SANTIAGO ORMENO
- DR. FRANCOIS ODENDAAL
- BERNICE MCLEAN
- CLAIRE ATTWOOD
- JANICE BRISTOL
- SINHA LEVKOVIC
- JAYSHREE GOVENDER
- JONATHAN KINGWILL
- ESTHER MUNYITHIA



Ce bulletin d'information est une publication du projet COAST réalisée avec le soutien du FEM, Fonds pour l'Environnement Mondial. Les points de vue et les avis exprimés dans cette publication ne sont pas forcément représentatifs de la position des bailleurs de fonds. Nous sommes une organisation à but non lucratif engagée dans l'adoption des meilleures pratiques et approches pour le tourisme durable qui réduit la dégradation de l'environnement marin et côtier d'importance transfrontalière.

Les correspondances sont à adresser à:
EQUIPE EDITORIAL - PROJET COAST - UNIDO

E-mail: G.Omedo@unido.org

Les matériels et photos envoyées seront utilisées sans restriction pour sa publication.

Les articles remis seront traités en accord avec la politique éditoriale du magazine.



COORDINATEUR TECHNIQUE DE L'ONUDI

Chers lecteurs,

Bienvenue au quatrième bulletin d'information électronique du projet COAST!

Nos équipes ont travaillé intensément autant au niveau régional que national au cours des derniers mois et nous prévoyons que ce niveau accru d'activité continue jusqu'à la fin de la phase de mise en oeuvre du projet, le 31 Mars 2014! Suivra une période courte, mais intensive, réservée à la documentation des résultats, des expériences et des leçons afin de les partager à grande échelle avec notre public aux niveaux local, national et international avant la clôture définitive du projet COAST le 30 juin 2014.

Alors que nous élevons le niveau de mise en oeuvre du projet, nous sommes confrontés au défi essentiel d'identifier et de proposer de bonnes pratiques politiques qui favoriseront le tourisme côtier durable en Afrique. Il s'agit d'une caractéristique principale de notre travail dans les 9 pays participants. À cet égard, je voudrais attirer votre attention tout particulièrement sur l'article de ce bulletin qui présente notre travail dans le domaine thématique Gestion des Récifs et des Loisirs Nautiques (GRLN) à la page 4. Cet article fournit les principales informations et nouvelles sur les premiers résultats de notre partenariat avec EcoAfrica dans les trois pays GRLN (Kenya, Mozambique et Tanzanie).

Nous vous partageons également des informations et des nouvelles sur la façon dont les Seychelles ont mis en oeuvre leur unique certification de tourisme durable (SSTL) qui contribue à améliorer le tourisme côtier dans ce pays. Cet article présente quelques leçons importantes sur la façon dont d'autres pays peuvent efficacement institutionnaliser la



DR. HUGH GIBBON

certification écologique pour inciter leur industrie hôtelière à améliorer la durabilité de toutes leurs opérations. Dans la phase actuelle de mise en oeuvre du projet, notre partenariat avec l'OMT dans le cadre de la composante Gestion et Gouvernance du Tourisme Durable (GGTD) se terminera par 3 ateliers GGTD couvrant toutes les régions. Tous

les pays partenaires bénéficieront de ces événements durant lesquels nous espérons que de nombreuses idées et leçons auront été partagées entre tous les domaines thématiques du projet. Nous allons également continuer à rechercher et échanger avec d'autres projets similaires pour assurer l'intégration de nos résultats et identifier le potentiel de réplique.

Enfin, je suis heureux de vous annoncer que la 5e réunion du comité de pilotage du projet, organisée par l'équipe partenaire de la Tanzanie dans le site de démonstration de Bagamoyo, au nord de Dar-es-Salaam, s'est déroulée avec succès du 23 au 28 septembre 2013. Trente-huit participants y ont assisté, venant des 9 pays partenaires du projet, et comprenant également des représentants du PNUE, de la Convention de Nairobi, de l'ONUDI, de l'OMT et des conseillers régionaux d'EcoAfrica. Les participants de la réunion ont convenu que des progrès significatifs avaient été réalisés en 2013 dans les trois domaines thématiques du projet. Ils ont remarqué que les sites de démonstration des pays partenaires étaient désormais mieux placés que jamais dans le cycle de vie du projet pour mettre en oeuvre des pratiques et des technologies intéressantes et utiles pour la gestion de l'environnement côtier et du tourisme durable, qui pourront être améliorées, répliquées et avoir un impact à long terme.

Il s'agit donc d'un des moments les plus passionnants pour toutes nos équipes et partenaires du projet, et je tiens à vous encourager non seulement à lire ce bulletin, et la série de bulletins électroniques à venir, mais aussi de régulièrement visiter notre site Internet et nos médias sociaux pour suivre notre travail le plus récent.

DR. HUGH GIBBON



LE TRAVAIL DU PROJET COAST DANS L'INTÉGRATION DES PRINCIPES DE GESTION DES RÉCIFS ET DES LOISIRS MARINS EN AFRIQUE DE L'EST: ÉTUDES DE CAS AU KENYA, AU MOZAMBIQUE ET EN TANZANIE

« Le projet COAST propose des solutions pratiques pour favoriser la conservation, dans les pays membres, des écosystèmes marins et côtiers d'importance mondiale, et de la biodiversité qui leur est associée, grâce à la réduction des impacts environnementaux négatifs dont ils sont victimes principalement à cause du tourisme. »

COMPRENDRE LE POTENTIEL DU TOURISME EN AFRIQUE

Le tourisme dans les zones côtières est l'un des secteurs dont la croissance est la plus grande et la plus rapide, et qui a donc le potentiel de contribuer au bien-être économique et social des pays de destination. Pourtant, les habitants de la plupart des destinations les plus fréquentées sont plus susceptibles d'être victimes des effets négatifs de l'activité touristique, plutôt que de bénéficier de ses apports économiques. En effet, les communautés doivent vivre avec des impacts négatifs tels que la pollution croissante, la dégradation des écosystèmes marins fragiles et des zones côtières à cause de développements mal



Des coraux-éponges à Bagamoyo, en Tanzanie (Photo: Projet COAST)

planifiés, la concurrence pour l'eau douce, la surexploitation des ressources limitées pour nourrir l'industrie du tourisme, la hausse des prix de l'immobilier, les déplacements des communautés de pêche et d'élevage locales et les dommages irréversibles à la culture locale. La bonne nouvelle est la reconnaissance croissante que toutes les formes de tourisme ne sont pas égales et que le tourisme peut être géré de manière à assurer des expériences et des prestations de qualité pour les visiteurs, tout en faisant bénéficier l'environnement, la biodiversité, les économies et les moyens de subsistance locaux, au lieu de se limiter à attirer un grand nombre de visiteurs.

LE TRAVAIL DU PROJET COAST POUR MAXIMISER LA VALORISATION DES ÉCOSYSTÈMES MARINS.

En prenant en compte ces défis, le projet COAST s'emploie à appliquer, grâce à une série de projets de démonstration pratiques dans différents domaines thématiques, un certain nombre de meilleures pratiques disponibles et de meilleures technologies disponibles (MPD/ MTD) dans les destinations touristiques côtières sélectionnées en Afrique subsaharienne. Ces projets de démonstration sont tous destinés



Une équipe d'EcoAfrica lors de l'entretien avec des acteurs locaux à Watamu (Photo: Projet COAST)



De beaux coraux dans le site de démonstration d'Inhambane (Photo: Projet COAST)

à contribuer à la réduction des impacts négatifs sur l'environnement causés par les activités et les produits polluants du secteur touristique. Pour atteindre cet objectif, dans le domaine thématique « gestion des récifs et des loisirs marins », l'association EcoAfrica est le sous-traitant principal de l'ONUDI travaillant dans trois pays (le Kenya, le Mozambique et la Tanzanie). Le travail sur la GRLM se concentre sur des études des récifs et la cartographie SIG des zones sensibles et endommagées dans les sites de démonstration. Ce travail comprend aussi la planification des activités, la sensibilisation et le renforcement des capacités dans le cadre de la gestion et de la conservation des récifs pour réduire la pollution, la perte de la biodiversité et d'autres impacts négatifs sur les récifs et les zones marines.

Tout cela se fait compte tenu du fait que les écosystèmes sensibles marins et côtiers, en particulier les récifs coralliens, les herbiers marins et les palétuviers, sont très productifs et fournissent des biens et services économiques importants. Par exemple, ils protègent la côte contre les tempêtes, ils retiennent le carbone, et ils abritent et nourrissent de nombreux organismes marins, y compris des espèces de poissons à grande valeur commerciale. Ils accueillent également un nombre croissant de visiteurs

« Des études ont estimé la valeur totale des biens et services écosystémiques dans le monde à plus de 25 milliards de dollars » Conservation International

et d'activités récréatives, quelques-unes des principales attractions étant fournies par les écosystèmes marins eux-mêmes, y compris les promenades en bateau à fond translucide, la plongée avec tuba, et la plongée sous-marine récréative et sportive. Les retombées économiques générées par ces activités sont estimées à plus de 9 milliards de dollars au niveau mondial. La question reste de savoir dans quelle mesure les communautés locales tirent profit de ce revenu, étant donné qu'elles dépendent de ces ressources pour leur subsistance..

QUELS SONT LES OBJECTIFS DU DOMAINE THÉMATIQUE « GESTION DES RÉCIFS ET DES LOISIRS MARINS » ?

Dans le cadre de la mise en œuvre plus large du projet COAST, l'objectif du domaine thématique « gestion des récifs et des loisirs marins » est de développer et de tester une gestion responsable des récifs et des loisirs marins grâce à la promotion et l'expérimentation des meilleures pratiques et technologies disponibles (MPD et MTD) en termes de tourisme durable dans les sites sélectionnés. Cela inclut la documentation et la diffusion des résultats obtenus.

CECI SE FAIT GRÂCE À :

1. La sensibilisation sur les valeurs de conservation et sur les enjeux de la gestion durable des ressources marines et récifales en Afrique de l'Est au sein de toutes les parties prenantes.
2. Le travail avec les acteurs locaux pour concevoir et développer des pratiques et des technologies durables de conservation et de loisirs.
3. L'appui du renforcement des capacités et de l'amélioration des compétences en matière de gestion des loisirs marins dans les domaines prioritaires.
4. L'étude et l'expérimentation, à petite échelle, des possibilités de diversification des moyens de subsistance pour les habitants des zones côtières grâce à la planification participative du tourisme.
5. La mise en relation de toutes les interventions à petite échelle ci-dessus avec les meilleures connaissances scientifiques disponibles en matière de ressources naturelles. Le projet COAST

concentre son travail GRLN dans trois sites de démonstration de la région d'Afrique de l'Est: Tofu, Barra et Tofinho (Mozambique), Bagamoyo (Tanzanie) et Watamu (Kenya). Toutes ces régions ont, depuis le début du projet, été soumises à des évaluations intensives des récifs, des cartographies SIG, des renforcements des capacités et des actions de sensibilisation. Bien que tous ces sites soient dans la région occidentale de l'Océan Indien, il est important de noter que

chaque site vit des situations différentes en matière de tourisme, comme cela est décrit ci-dessous: since project inception been taken through intensive reef assessments, GIS and participatory mapping activities, capacity building and awareness creation. While all these sites are in the Western Indian Ocean region, it is important to note each site experiences different tourism-related realities and issues, as summarised below;

LES SITES DE DÉMONSTRATION DE TOFU, BARRA ET TOFINHO AU MOZAMBIQUE

Le site de démonstration de Tofo, Barra et Tofinho (TBT) est situé à environ 15 km de la ville historique d'Inhambane. Tofo est passé d'un petit village côtier de pêcheurs à une destination touristique importante. Les larges plages de sable, les récifs coralliens, les palétuviers et les vastes lagunes constituent un atout attractif et offrent des moyens de subsistance aux communautés locales qui ont une population grandissante. Les attractions touristiques marines reposent en grande partie sur l'accessibilité des espèces marines populaires de grande taille (ou mégafaune) et comprennent, l'observation des baleines, la plongée avec les raies manta dans les différentes zones coralliennes et la plongée avec les requins baleines et les dauphins lors de safaris marins.

Les grandes dunes de sable qui bordent la côte protègent les terres contre les tempêtes. Les forêts de palétuviers et les lits d'herbes marines s'épanouissent au Ponta da Barra et à l'intérieur de la baie d'Inhambane. Des recherches récentes dans la baie d'Inhambane confirment que ces zones sont des lieux essentiels de reproduction et d'alimentation pour de nombreuses espèces, allant des herbes marines aux hippocampes en passant par les dugongs qui sont en voie de disparition. Outre le tourisme, le principal moyen de subsistance de la population dans la région est la pêche artisanale et l'agriculture de subsistance.

En dépit de cette richesse naturelle, environ 80% de la population vit dans l'extrême pauvreté. Avec un vaste littoral tropical abondant d'un patrimoine naturel et culturel riche, le Mozambique a un important potentiel de développement touristique. L'environnement marin dans la zone TBT est toutefois menacé par la pêche destructrice et excessive, le développement côtier et la pollution. L'industrie du tourisme est l'un des principaux employeurs pour les populations locales et les menaces qui pèsent sur sa viabilité à long terme sont une préoccupation majeure pour les gens du pays, le secteur privé et le gouvernement lui-même.



Développement d'un documentaire de sensibilisation au site de démonstration de TBT (Photo: Projet COAST)

LE SITE DE DÉMONSTRATION DE BAGAMOYO EN TANZANIE

La zone côtière de la Tanzanie abrite une riche abondance de ressources naturelles et culturelles. Autrefois une plateforme pour la traite des esclaves en Afrique de l'Est, Bagamoyo est la plus ancienne ville en Tanzanie et un haut lieu historique et culturel. Le district de Bagamoyo est depuis peu classé septième site de patrimoine mondial de la Tanzanie. Le littoral de Bagamoyo se caractérise par des habitats marins importants, comme les estrans sableux ou vaseux, les palétuviers, les récifs coralliens, les herbes marines, et un système estuarien productif. Ces écosystèmes jouent un rôle majeur dans le soutien des communautés locales, fournissant une source de nourriture, de revenus et d'énergie sous la forme de bois de chauffage.

La zone marine de Bagamoyo se trouve dans le canal de Zanzibar. Un certain nombre de récifs sont situés au large des côtes de Bagamoyo, le plus grand et le plus éloigné étant Mwamba Kuni situé à 10 km des côtes. Quatre des récifs côtiers ont été fermés à la pêche par le biais d'un plan de gestion collaborative des pêches adopté par les villages environnants et par le district en 2006. Une pression constante sur les récifs a toutefois entraîné une diminution des pêches dans la région.

Bagamoyo est actuellement une destination de tourisme d'affaires, la majorité des visiteurs venant de Dar es Salaam pour des réunions et des conférences. La ville attire aussi les visiteurs de court séjour d'Afrique de l'Est. L'industrie du tourisme se développe principalement sur les terres, alors que les loisirs nautiques (plongée avec tuba) se font en grande partie grâce à des arrangements ponctuels avec les pêcheurs. La plongée sous-marine et les équipements de sécurité pour les excursions en mer sont actuellement indisponibles. Alors que de rares visites auraient parfois lieu dans des récifs proches du rivage, le récif le plus populaire pour la plongée avec tuba est Mwamba Kuni.



L'évaluation des récifs sur le site de démonstration de Bagamoyo (Photo: Projet COAST)

Etude des poissons au site de démonstration de Watamu, Kenya (Photo: Projet COAST)



LE SITE DE DÉMONSTRATION DE WATAMU AU KENYA

Watamu, une réserve de biosphère reconnue par l'UNESCO, est située au nord du comté de Mombasa Kilifi au Kenya. Les caractéristiques physiques les plus notables de ce site de démonstration sont les plates-formes rocheuses, les falaises, les plages de sable, les récifs coralliens et les herbes marines. Mida Creek, une zone de la baie fermée qui contient des estrans vaseux et des marécages de palétuviers, constitue un habitat et lieu de loisirs et de pêche important. Cette région est l'un des principaux centres de loisirs marins du Kenya. Les principales attractions de la région sont les excursions en bateau, les sports nautiques, la plongée sous-marine, la pêche sportive et la plongée avec tuba. Le site de démonstration s'inscrit dans un complexe de zones protégées connu sous le nom de "zone de conservation marine de Watamu Malindi" (MWMCA). Ici, les parcs marins nationaux de Malindi et Watamu sont englobés dans la réserve marine nationale de Watamu et Malindi.

L'activité socio-économique la plus importante à Watamu est le tourisme qui dépend de la plage et des attractions des ressources marines. Les chiffres du tourisme sont relativement élevés par rapport aux deux autres sites de démonstration et de nombreux hôtels, chambres d'hôtes et gîtes nourrissent le commerce de plage et les activités de loisirs nautiques. La majorité des touristes viennent d'Europe et en particulier d'Italie. La pêche artisanale est une autre importante activité économique des habitants de la MWMCA. La pêche contrôlée est autorisée dans la réserve de la MWMCA mais interdite dans les parcs nationaux marins, qui sont des zones non-exploitable. Le développement du tourisme de masse a conduit à l'accès d'un public de plus en plus nombreux aux plages récréatives. D'autres menaces relatives aux loisirs nautiques comprennent la surexploitation des coraux et des coquillages pour les souvenirs, les dommages infligés au corail par le piétinement ou l'ancrage des bateaux et la pollution. Les récifs coralliens dans certaines zones à Watamu sont en mauvaises conditions en raison d'une importante couverture de mousse ou de micro-algues. L'augmentation de l'érosion et des traces minérales dans la zone de récif de Mida Creek en raison de la déforestation des palétuviers est aussi évidente.

RÉSULTATS ET LEÇONS: DES OPPORTUNITÉS DE CHANGEMENTS POSITIFS CRÉÉES PAR LE PROJET COAST.

À la suite des interventions du projet COAST dans les trois pays, un certain nombre d'opportunités ont émergé à travers les activités de GRLN pour l'amélioration pratique de la gestion des récifs et des loisirs nautiques dans chacun des sites de démonstration. Il s'agit notamment de:

- Une collaboration plus étroite entre les décideurs et entre le gouvernement, les collectivités locales, les chercheurs, le secteur privé et d'autres groupes d'intéressés, afin d'assurer des prises de décisions plus éclairées et d'améliorer l'application des réglementations régissant l'aménagement du littoral et du milieu marin.

- Une meilleure implication de la communauté dans la planification ainsi que la gestion des zones et des ressources marines pour assurer que leurs voix soient entendues et que la pression sur le milieu marin soit réduite grâce au renforcement des avantages locaux provenant du secteur touristique.

- Une plus grande prise de conscience de l'unicité, de la valeur et de la fragilité des écosystèmes sur lesquels l'industrie touristique est basée grâce à un meilleur accès à l'information dans les sites de démonstration, en particulier pour les visiteurs, les décideurs et d'autres groupes d'intéressés.

- L'amélioration des réseaux et de la collaboration entre les opérateurs du secteur privé pour auto-réglementer les activités et être plus responsables, afin de s'assurer que les visiteurs se comportent eux-aussi de façon responsable.

- Un soutien accru aux communautés locales de pêcheurs pour entreprendre des méthodes de pêche durables et pour accroître les bénéfices plus directs du tourisme. Cela demande de renforcer les liens avec le secteur privé pour améliorer la conservation et la gestion des ressources marines et côtières.

- Le renforcement des compétences des guides touristiques en matière de loisirs nautiques pour assurer des activités de loisirs durables et sans risque.

- Une meilleure sensibilisation des utilisateurs des ressources sur les politiques et les législations en vigueur qui régissent les ressources marines et côtières.

- L'harmonisation des rôles et responsabilités institutionnels afin que ceux-ci soient plus clairs en termes de gouvernance des ressources marines.

- Un meilleur suivi des écosystèmes au sein des sites touristiques les plus populaires et l'utilisation des informations pour faire face aux menaces qui pèsent sur ces zones sensibles.

L'OBJECTIF FINAL: VERS UNE GESTION DES RÉCIFS ET DES LOISIRS EN ACCORD AVEC LES PRINCIPES DE TOURISME CÔTIER DURABLE EN AFRIQUE.

Bien que l'on puisse avancer que la valeur inhérente des écosystèmes et organismes naturels marins est suffisante pour justifier leur protection, la réalité, en particulier sur les côtes de l'Afrique de l'Est, montre qu'il existe une concurrence importante et parfois même des conflits lorsqu'il s'agit de faire usage des ressources et des écosystèmes marins. Cela continue à poser de nombreux problèmes aux gestionnaires qui doivent équilibrer les usages et les besoins des différents groupes d'utilisateurs dans le cadre de paramètres naturels nécessaires pour

des écosystèmes sains. La prise en compte de la valeur des écosystèmes marins fragiles dans les décisions de gestion aide à faire en sorte que certains avantages du tourisme contribuent au bien-être économique des communautés côtières pauvres.

Pour qu'une industrie hautement consommatrice telle que le tourisme soit socialement, économiquement et écologiquement durable, elle doit répondre aux besoins, aux aspirations et aux sensibilités des réalités locales. Les communautés côtières locales doivent être placées au cœur de la planification et de la gestion à venir, si l'on veut améliorer la gestion des ressources marines. Il est évident que, pour que le tourisme dans les zones côtières de la région soit durable sur le long terme, le maintien d'écosystèmes marins sains est primordial. Il faut que les mentalités au sein des opérateurs et des approches du tourisme changent, afin d'améliorer la collaboration et le partage des avantages avec les populations locales. Les acteurs de l'industrie du tourisme doivent être plus responsables et améliorer leur autorégulation et leur collaboration, en particulier dans les zones où le cadre légal est faible, ou dans lesquelles les informations adéquates sur la prise de décision manquent, ou dans lesquelles le suivi et la conformité avec les lois existantes sont faibles.



Formation de guides dans le cadre du projet COAST (Photo: Projet COAST)

DOCUMENTS ASSOCIÉS

<http://www.ecoafrika.co.za/>
 Conservation International. 2008. Economic Values of Coral Reefs, Mangroves, and Seagrasses: A Global Compilation. Center for Applied Biodiversity Science, Conservation International, Arlington, VA, USA. (NT : Valeur économique des récifs coralliens, des palétuviers et des herbiers marins: une compilation mondiale. Centre pour les sciences appliquées à la biodiversité, Conservation International, Arlington, Virginie, États-Unis. Document non-disponible en français.)
 O'Malley MP, Lee-Brooks K, Medd HB (2013) The Global Economic Impact of Manta Ray Watching Tourism. PLoS ONE 8(5): e65051. doi:10.1371/journal.pone.0065051 (NT: L'impact économique du tourisme d'observation des raies mantas. Document non-disponible en français.)
 2) INE, 2009. National Institute of Statistics. Internet material: Accessed APRIL 2013. (NT: Institut national de statistiques. Documents internet, avril 2013. Site internet non-disponible en français.)



Seychelles Sustainable Tourism Label
Safeguarding Seychelles for Tomorrow

APERÇU DU SECTEUR TOURISTIQUE AUX SEYCHELLES.

Le tourisme est l'un des piliers de l'économie des Seychelles. Le secteur contribue au moins à 25% du produit intérieur brut et représente environ 15% des emplois directs. Au cours de la dernière décennie, le secteur a connu une forte croissance avec de nouveaux produits touristiques commercialisés en ligne ce qui a permis de battre le record d'arrivées touristiques. Au cours des dernières années, le secteur a enregistré un nombre de visiteurs de plus en plus grand. Par exemple, les statistiques pour 2012 montrent le record avec un peu plus de 208 000 visiteurs, en majorité de France, d'Allemagne, d'Italie et de Russie, qui représentent 60% du nombre total de visiteurs dans le pays.

COMMENT ÉQUILIBRER LA CROISSANCE TOURISTIQUE DES SEYCHELLES ET LA PRÉSERVATION DE SA BIODIVERSITÉ FRAGILE.

La croissance du tourisme au cours des dix dernières années a augmenté la pression sur les ressources naturelles du pays. Ainsi, le gouvernement des Seychelles a dû trouver un équilibre entre les besoins de développement économique et la nécessité toujours croissante de réduire et d'atténuer les impacts négatifs de ces évolutions sur l'environnement et ses ressources naturelles. Cela a amené le pays à concentrer ses activités de marketing sur la promotion de Seychelles comme destination éco-touristique. Suite à cette initiative, le secteur touristique aux Seychelles est devenu plus conscient des principes et des pratiques de durabilité, ce qui a permis de développer des attractions,



PARTAGE DES RÉSULTATS SUR LA CERTIFICATION DE TOURISME DURABLE DES SEYCHELLES (SSTL) DE LA PART DU PROJET COAST.

INTRODUCTION

L'archipel des Seychelles est l'un des pays partenaires du projet d'actions de collaboration pour le tourisme côtier durable (COAST). Le projet COAST est un projet mis en œuvre par le PNUE, financé par le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM) et exécuté par l'ONUDI, en collaboration avec l'OMT (Organisation Mondiale du Tourisme) et plusieurs autres partenaires. L'objectif du projet est de démontrer et soutenir l'adoption de meilleures pratiques en matière de tourisme durable qui permettraient de réduire la dégradation des milieux marins et côtiers d'importance transfrontalière.

produits et services touristiques plus fondés sur la nature.

En tant qu'écosystème fragile, l'archipel des Seychelles est un haut-lieu de la biodiversité dans le monde. Environ 47% de la masse continentale du pays, et quelques 228km² de son territoire océanique, sont officiellement protégés. Cependant, la biodiversité des Seychelles reste soumise au risque des différentes pressions engendrées par les activités humaines, ce qui donne à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité une importance vitale pour le développement durable du pays. À cet égard, de par son initiative de mettre en place la certification de tourisme durable

... Par exemple, on observe le personnel éteindre les lumières et des clients choisissant de ne pas faire laver leurs serviettes très fréquemment. Il existe aussi tout un ensemble de pratiques qui demandent un investissement dans les appareils électriques, l'isolation, le chauffage ou autres technologies efficaces en matière de consommation d'énergie. Les investissements sont souvent amortis en quelques années.

des Seychelles (SSTL), le gouvernement Seychellois a cherché à assurer la durabilité de l'un des secteurs les plus vitaux du pays, le tourisme, et les ressources naturelles dont il dépend, l'environnement.

LA CERTIFICATION SSTL: UN OUTIL POUR FAVORISER LE PASSAGE À LA DURABILITÉ DANS LE SECTEUR TOURISTIQUE DES SEYCHELLES.

Jusqu'à présent, cinq hôtels ont reçu la certification SSTL, à savoir le Complexe hôtelier et Spa Constance Ephelia, le complexe hôtelier et casino Berjaya Beau Vallon Bay, et l'hôtel Hanneman Holliday Apartment. Deux autres hôtels, la station balnéaire Kempinski Seychelles et l'hôtel Banyan Tree Seychelles ont été soumis à une évaluation et ont reçu leur certification le 21 septembre 2013. Un certain nombre d'hôtels ont aussi exprimé leur intérêt pour la certification et en sont à différentes étapes de préparation afin d'y accéder. Pour que les hôtels fassent une demande de certification, il faut passer par différentes correspondances, réunions et explications des critères et de leurs avantages. Le gouvernement encourage les petits établissements en les faisant bénéficier d'une

assistance technique gratuite.

Le concept à la base de la certification de durabilité des Seychelles (SSTL) est né dans le travail du département touristique du ministère du tourisme et des transports en vue des objectifs de la Vision 21, une stratégie nationale à partir de laquelle un plan directeur touristique d'ensemble pour la période 2001 à 2010 a été créé, aux côtés de la stratégie écotouristique des Seychelles pour le 21^e siècle (SETS-21). Le ministère seychellois du tourisme et des transports a adopté le projet de SSTL en 2004 (et, à son tour, le bureau touristique des Seychelles (STB) en 2007) et a mené des recherches préparatoires sur les certifications de tourisme durable. Ensuite, un comité d'intervenants a été créé avec un ensemble de critères préliminaires. Les critères provisoires ont été mis à l'essai par le STB, mais le système d'attribution de la certification SSTL ne pouvait pas être mis en œuvre en raison du manque de ressources financières. Après une pause de 5 ans, le projet de SSTL s'est accéléré vers la fin 2009 grâce à une initiative soutenue par le PNUE et le FME pour intégrer la prise en compte de la biodiversité dans les activités du secteur de la production.

FONCTIONNEMENT DE LA CERTIFICATION DE TOURISME DURABLE DES SEYCHELLES:

Le SSTL vise à faire fonctionner les hôtels participants selon les principes de base suivants:

- Élaborer et mettre en œuvre une politique de développement durable.
- Suivi de l'énergie, de l'eau et des déchets au fil du temps.
- Prendre des mesures de conservation des ressources.
- Promouvoir les petites entreprises locales.
- Traiter le personnel de manière équitable et en conformité avec toutes les lois et règlements.
- Contribuer au développement communautaire et aux activités de conservation.

Bénéfices escomptés pour les hôtels participants

1. Bénéfices commerciaux

- La certification offre aux opérateurs un avantage concurrentiel en marketing par rapport à d'autres entreprises non certifiées;
- Les établissements certifiés sont mis en valeur dans le guide des hébergements du bureau touristique des Seychelles.
- Les hébergements certifiés ont le droit d'utiliser la certification sur leur site internet et dans leurs publicités.
- Les hôtels responsables sont promus régulièrement lors de foires commerciales.
- Les établissements certifiés sont listés sur le site internet de la SSTL.
- Les clients sont plus susceptibles d'être satisfaits lorsqu'on leur communique les réussites de l'entreprise en termes de durabilité.

2. Bénéfices financiers

- Les coûts opérationnels sont susceptibles de diminuer en raison de meilleures connaissances, d'un meilleur suivi et de l'utilisation des technologies améliorées.
- Les coûts de remplacement du personnel sont susceptibles de diminuer, les recherches montrant que l'engagement dans des initiatives de durabilité améliore la motivation et la fidélité du personnel à son entreprise.

LE PROCESSUS DE CERTIFICATION SSTL

ETAPE 1: COMMUNICATION

La première étape vers l'adoption de la SSTL est de communiquer le message de la certification et les avantages de son processus aux gestionnaires et aux propriétaires d'hébergements. Ceci demande la communication, l'engagement des parties prenantes, et la sensibilisation. Ce processus a débuté en septembre 2011 avec le lancement du logo et de la marque et il est toujours en cours.



ETAPE 2: DEMANDE

Les hôtels intéressés doivent faire une demande de SSTL par lettre ou courriel, et joindre une copie de leurs résultats de l'audit interne. Cette forme d'auto-évaluation est la même que celle utilisée par les évaluateurs mais au lieu de points, les hôtels doivent répondre "oui ou non" pour chaque critère. Des frais de demande existent: pour les petits hôtels (1 à 24 chambres): 400 €, pour les hôtels de taille moyenne (25 à 50 chambres): 800 € et pour les grands hôtels (51 chambres ou plus): 1000 €. La SSTL est officiellement ouverte aux demandes depuis le 1er juin 2012.



ETAPE 3: EVALUATION

La demande et la déclaration de conformité de l'hôtel sont réexaminées et, si cela est jugé complet, un évaluateur est identifié et une date d'évaluation est fixée pour l'hôtel.



ETAPE 4. VERIFICATION

Les formulaires d'évaluation sont vérifiés pour s'assurer qu'ils soient complets et la notation de chaque section est examinée. Si l'hôtel a marqué le nombre de points requis il est recommandé avec le statut «approuvé ». Si l'hôtel n'a pas marquée les points nécessaires minimum, il sera renvoyé pour une réévaluation dans les six mois avec le statut «en attente».



ETAPE 5. ATTRIBUTION

Un comité de certification se réunit au moins tous les deux mois pour examiner les recommandations formulées par la SSTL. Le groupe confirme la recommandation pour attribution, sauf si une irrégularité ou un besoin de renseignements supplémentaires sont identifiés. Un appel écrit peut être fait à la SSTL et sera examiné par le comité. Si une irrégularité est identifiée, l'hôtel sera réévalué par un évaluateur différent.

QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES PRINCIPALES DANS LE CADRE DE LA SSTL

1. LA GESTION : Cette partie comprend la politique, le suivi, la santé et la sécurité. Elle nécessite une documentation sur le développement durable qui assurera que les initiatives de durabilité de l'hôtel soient menées systématiquement.

2. LES DÉCHETS : Les déchets ont un certain nombre d'impacts environnementaux potentiellement graves, comme la santé des clients, du personnel et des communautés locales. La réduction des déchets est donc une forme largement comprise et visible des pratiques durables et représente une bonne occasion d'attirer le soutien de tous les acteurs. Réduire, réutiliser et recycler sont des moyens efficaces de réduire les coûts de l'entreprise.

3. L'EAU: L'objectif général des bonnes pratiques dans le cadre de l'utilisation de l'eau est de réduire la quantité d'eau douce utilisée par les hôtels. Cela réduit l'impact sur l'approvisionnement en eau douce ainsi que le potentiel de pollution de l'eau. Comme avec les déchets, la première étape consiste à réduire la consommation d'eau grâce à la conservation et à la collecte des eaux de pluie, et de se pencher sur les options de réutilisation et de recyclage de l'eau.

4. L'ÉNERGIE: L'énergie comprend généralement jusqu'à 50% des coûts d'exploitation de service d'un hôtel. Réduire la consommation d'énergie est le domaine susceptible d'avoir le plus d'avantages financiers importants pour une entreprise. Les pratiques de réduction de l'énergie peuvent consister en des pratiques de « gestion » pour changer les comportements du personnel et / ou des clients afin de réduire la consommation d'énergie.

5. LA CONSERVATION: La plupart des pratiques de durabilité se concentrent sur la réduction de l'impact négatif d'une entreprise sur l'environnement ou la communauté au sein desquels ils travaillent. Les critères communautaires et de conservation montrent qu'une facette importante du tourisme durable est de contribuer positivement à la vie de la communauté et dans les activités de conservation locales.

6. LE PERSONNEL: Les pratiques liées au personnel et aux clients sont extrêmement importantes pour la durabilité des entreprises hôtelières et du tourisme aux Seychelles. Les critères du personnel visent à traiter le personnel de manière équitable et d'offrir des opportunités d'emploi juste à la population locale afin de réduire le roulement de personnel et d'encourager la fidélité.

7. LA COMMUNAUTÉ: Un hôtel ne peut être reconnu pour ses pratiques de participation et de conservation communautaire que s'il conserve tous les documents concernant ces activités. Cela peut inclure des reçus ou des lettres de remerciement des groupes communautaires, des photos de travaux de conservation, ou des témoignages des membres de la communauté.

8. LES CLIENTS: Les critères concernant les clients soulignent l'importance de leur satisfaction pour la durabilité de l'entreprise. Des clients satisfaits rentrent chez eux et recommandent les Seychelles à leurs amis. Le bouche à oreille est l'une des formes les plus efficaces de marketing touristique.

Documents associés

Site internet de la SSTL <http://www.seychelles.travel/sstl/index.php/certified-hotels>
(site internet non-disponible en français)

MOTIVER LA DURABILITÉ DANS LE TOURISME: DES LEÇONS DES SEYCHELLES SUR LE PLAN SSTL.

De toute évidence, l'adoption d'une certification verte ne vient pas sans ses défis. Bien que le gouvernement des Seychelles offre même des concessions financières en renonçant à des taxes sur l'importation d'appareils à économie d'énergie, par exemple, ces mesures d'incitation ne sont pas suffisantes pour encourager tous les hôtels à essayer d'obtenir la certification. Certains hôteliers plus petits estiment encore qu'ils ne devraient pas avoir à payer des frais pour participer au programme, et ont besoin de plus de concessions de la part du gouvernement.

En outre, pour que ces plans de durabilité réussissent, il faut que le pays mette en place des politiques, installations et infrastructures de soutien adéquates, en conformité avec les exigences d'une telle certification. Un bon exemple à cet égard est l'obligation de tous les hôtels participants à la SSTL de trier leurs déchets par catégories (organiques et inorganiques). Ce critère se révèle être difficile à exécuter car le pays manque d'installations locales de recyclage des déchets adéquates qui auraient énormément bénéficié des déchets triés qu'il préalable. Cependant, le gouvernement est conscient de ce problème et travaille pour y remédier.

Enfin, pour assurer l'efficacité d'une telle certification, plusieurs paramètres doivent être pris en considération. Comme la SSTL, qui a été élaborée en conformité avec les critères du Conseil mondial du tourisme durable, la certification doit être fondée sur un cadre reconnu et respecté, ce qui facilite sa reconnaissance et améliore sa crédibilité globale. Il est également important de mettre en place un comité de récompense indépendant pour approuver les certifications et assurer la transparence du programme. La certification demande aussi une forte prise de conscience et un programme de renforcement des capacités lors de l'étape initiale du projet pour générer plus d'intérêt et d'adhésion. Le projet COAST est fier d'être associé à la certification de tourisme durable des Seychelles et la considère comme une meilleure pratique disponible qui peut être facilement reproduite dans les destinations touristiques en Afrique et au-delà.



UN APERÇU DE L'EAU ET DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD).

Un célèbre proverbe en swahili en Afrique de l'Est dit « Maji ni maisha » qui se traduit par « l'eau c'est la vie » en français. En effet, bien que ceci soit un fait, les réalités mondiales montrent encore que de nombreuses communautés dans le monde, en particulier dans les pays en développement, doivent faire face à des conditions de stress hydrique aigu. Le programme d'évaluation de l'eau des Nations Unies suggère que chaque personne a besoin de 20 à 50 litres d'eau par jour pour assurer leurs besoins essentiels en boisson, cuisine et nettoyage. Des statistiques récentes publiées par le programme commun OMS/ UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP), montrent que « 11 % de la population mondiale, ou 783 millions de personnes, n'ont toujours pas accès à des sources améliorées d'eau potable ». Le JMP publie des rapports tous les deux ans sur les progrès accomplis vers l'objectif d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'OMD 7, son objectif spécifique numéro 10 visant à : « Réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes sans accès durable à l'eau potable » entre 1990 et 2015.

Il résulte que les maladies d'origine hydrique telles que la diarrhée, qui est une cause principale de maladie et de décès au niveau mondial, continue de sévir dans les communautés. Cela explique pourquoi, à la suite de l'engagement des Objectifs du Millénaire pour le Développement, le monde a connu des partenariats entre les principales parties prenantes, les gouvernements, les partenaires au développement, les donateurs et les praticiens de l'eau visant à lutter contre le problème de la pénurie

L'ONUUDI LANCE LE PROJET SUR L'EAU À CHIPANDE DANS LE COMTE DE KILIFI, DANS LA REGION DU SITE DE DEMONSTRATION DE WATAMU



Le représentant de l'ONUUDI, Dr. Mpoko Bokanga et le directeur des services de l'eau du comté de Kilifi, Mr. Thomas M. Makanga, lors du lancement du projet de l'eau (Photo: Projet COAST)

d'eau. L'ONUUDI joue son rôle en veillant à ce que ce partenariat mondial puisse produire des résultats positifs, même alors que 2015 approche, l'année d'ici laquelle les OMD devraient avoir été complètement atteints.

DES ACTIONS MONDIALES AUX ACTIONS LOCALES: LANCEMENT PAR L'ONUUDI DU PROJET DE L'EAU À CHIPANDE.

Dans le cadre de la transformation des politiques globales en actions concrètes locales, l'ONUUDI, grâce à un partenariat avec le gouvernement de la Slovénie a soutenu

l'acquisition et l'installation d'une unité de purification de l'eau à Chipande, région de Matsangoni, dans le comté de Kilifi. Le projet a été conçu en 2010 avec pour objectif principal de contribuer à augmenter le nombre de personnes de la communauté de Watamu - Mida ayant un accès propre et fiable à l'eau potable. L'ONUUDI a demandé le soutien du gouvernement Slovène, qui a fait don de matériel de traitement de l'eau pour la purification de l'eau. Cet équipement se compose d'une unité mobile autonome pour la filtration de l'eau, qui utilise l'osmose inverse. En outre, cette usine de traitement

peut fonctionner efficacement dans une région qui n'est pas connectée aux réseaux électriques, car elle dispose de technologies d'énergie solaire et éolienne qui lui insufflent la puissance nécessaire. La station d'épuration de l'eau a été installée, et a été officiellement lancée le 5 septembre 2013. L'usine est actuellement opérationnelle et produit environ 130 litres par heure d'eau potable purifiée.

Le lancement officiel du projet de l'eau de Chipande a été honoré par le représentant de l'ONUDI pour le Kenya et l'Erythrée, le Dr Mpoko Bokanga et le directeur des services de l'eau du comté de Kilifi, M. Thomas M. Makanga. Un grand nombre de personnes y ont assisté, dont des représentants des collectivités locales (un chef et trois sous-chefs) de deux écoles locales (l'école primaire de Chipande et l'école primaire de Soyoso), ainsi qu'un certain nombre de chefs d'établissement et d'enseignants des écoles voisines. De nombreux représentants des ménages de la communauté locale étaient également présents lors de l'événement.

Lors de son allocution officielle de lancement, le Dr Mpoko Bokanga a réitéré l'importance de l'eau pour la communauté, et a encouragé toutes les parties prenantes, y compris le nouveau gouvernement du comté de Kilifi, à assurer la viabilité et le bénéfice de ce projet à la fois sur le court et le long terme. Le Dr Bokanga a en outre souligné la nécessité pour la communauté locale de « s'approprier pleinement le projet » et veiller à ce qu'il devienne un modèle de réussite. Dans sa déclaration, le représentant



L'usine d'épuration de l'eau soutenue par l'ONUDI utilise l'énergie éolienne et solaire. (Photo: Projet COAST)

du comté de Kilifi, M. Thomas M. Makanga a reconnu la bonne intendance de l'ONUDI dans ce projet, et s'est engagé à apporter plus de soutien de la part du gouvernement pour s'assurer que le projet soit bénéfique pour la communauté locale. Il a exprimé l'intérêt du comté de Kilifi à utiliser ces projets comme modèles pratiques pour améliorer l'accès à l'eau pure et propre pour la consommation locale, en particulier pour

les écoles publiques, et comme moyens de créer des emplois durables pour les habitants au chômage.

LES PROCHAINES ÉTAPES: DES MODÈLES DURABLES POUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE.

Il est important de rappeler ici que le lancement du projet de l'eau de Chipande soutenu par l'ONUDI dans le comté de Kilifi en Septembre de cette année, n'est pas une fin en soi, mais le début d'un parcours. Tandis que le comité du projet de l'eau de la communauté de Chipande, dirigé par M. Haroon Papu - un hôtelier dans la région - se propose de gérer l'installation et d'assurer qu'elle soit productive et bénéfique, il est clair que ce projet d'épuration de l'eau est une pratique pilote exemplaire et utile, qui peut démontrer comment un projet communautaire de l'eau peut être géré de façon durable. C'est dans cet esprit que le comité local recherche des partenariats avec les acteurs du secteur privé de la zone touristique de Watamu Mida Creek, afin d'emballer et de vendre l'eau purifiée à ces établissements à un prix raisonnable. De cette façon, le projet pourra générer des revenus suffisants qui y seront réinjectés, afin qu'il puisse devenir autosuffisant.



L'usine d'épuration de l'eau soutenue par l'ONUDI utilise l'énergie éolienne et solaire. (Photo: projet COAST)

Pour plus d'information, allez sur <http://www.micro-water.org/5001.html> (NT: site internet non-disponible en français)



Événement de sensibilisation sur la JME, au Cameroun (Photo: Projet COAST)

LES PAYS PARTENAIRES DU PROJET COAST CÉLÈBRENT LA JOURNÉE MONDIALE POUR L'ENVIRONNEMENT (5 JUIN 2013)

APERÇU DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT 2013

Le 5 Juin 2013, le projet COAST a rejoint la communauté mondiale en marquant la journée mondiale de l'environnement (JME) 2013. La JME est un événement annuel qui vise à devenir la journée de sensibilisation environnementale la plus grande et la plus célébrée. Les activités de la journée mondiale de l'environnement ont lieu toute l'année et culminent lors de cette journée chaque année, impliquant « des gens de partout ». Le thème des célébrations de cette année était « Pensez. Mangez. Préservez. ». Ce thème est une campagne contre le gaspillage

et la perte de la nourriture pour encourager la rationalisation de la consommation des individus.

Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations-Unies (FAO), chaque année, 1,3 milliard de tonnes de nourriture sont gaspillées, soit l'équivalent de la quantité produite dans l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne. D'un autre côté, une personne sur sept dans le monde s'endort le ventre vide et plus de 20 000 enfants de moins de 5 ans meurent chaque jour de faim (<http://www.fao.org/news/story/en/item/196220/icode/>). La campagne de cette année a rassemblé des gens

dans le but de démontrer la puissance de l'action collective pour réduire le gaspillage alimentaire, économiser de l'argent, réduire l'impact environnemental de la production alimentaire et rendre les processus de production des aliments plus efficace.

Pour marquer cette journée, cinq pays partenaires du projet COAST (la Cameroun, le Ghana, le Nigéria, le Mozambique et le Sénégal) ont organisé de leur propre gré un certain nombre d'actions allant d'ateliers de sensibilisation sur l'environnement, à des conférences publiques, en passant par des activités de nettoyage des plages est des espaces publics.

CERTAINES DE CES ACTIVITÉS SONT PRÉSENTÉES CI-DESSOUS DANS UN INTÉRESSANT RÉCIT PICTURAL:



Artisanat et produits d'écotourisme à Badagry, au Nigéria (Photo: Projet COAST)

LA JME ET LA CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT CÔTIER À BADAGRY, AU NIGÉRIA

Pour marquer la journée mondiale de l'environnement, l'équipe du projet COAST sur le site de démonstration de Badagry au Nigéria a organisé une conférence publique sur les impacts du tourisme sur l'environnement. La conférence a attiré plusieurs types de participants comme des étudiants, des représentants du gouvernement, des organisations communautaires locales et des opérateurs touristiques travaillant dans la région. Cette conférence a ensuite été suivie par une activité de nettoyage au cours de laquelle de nombreux habitants ont nettoyé les rues de Badagry et la lagune. A la suite de ce nettoyage et des activités de la JME, plus de personnes sur le site de démonstration comprennent l'importance de garder des environnements propres.

LA JME ET LA CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT CÔTIER À KRIBI, CAMEROUN

Pour marquer la journée mondiale de l'environnement, les partenaires du projet COAST dans le site de démonstration de Kribi au Cameroun ont mis en place deux activités à savoir, une activité de sensibilisation à Londji Beach, consistant au nettoyage de la plage avec la participation des ménages locaux et des enfants, et une discussion éducative avec les enfants des écoles locales. Plus précisément, l'objectif de ces activités était de sensibiliser le public aux problèmes liés à la mauvaise gestion des déchets plastiques dans la zone. Ces activités ont été organisées en étroite collaboration avec la délégation départementale du Ministère de l'environnement et de la protection de la nature et l'association locale «Londji écotourisme». Afin de faciliter l'activité de nettoyage des plages à Londji, le

projet COAST a fourni des poubelles qui ont été utilisées pour la collecte des déchets. Pour rendre l'exercice plus attrayant, le projet a incité les participants en fournissant des petits prix et des rafraîchissements pour les participants ayant recueilli le plus grand nombre de sacs plastique. Les poubelles utilisées lors du nettoyage de la plage ont été données à la communauté et seront réutilisées lors des activités régulières de nettoyage des plages. Les partenaires du projet COAST à Kribi ont également participé à une marche populaire sur l'environnement organisée par le 1er conseil urbain de Kribi à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement. Ce rassemblement a regroupé de nombreuses personnes des communautés locales et des principales institutions gouvernementales à Kribi.



Une discussion éducative avec des enfants lors de la JME à Kribi, au Cameroun (Photo: Projet COAST)



Des enfants montrant leurs récompenses de la JME à Kribi, au Cameroun (Photo: Projet COAST)

LA JME ET LA CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT CÔTIER À INHAMBANE, MOZAMBIQUE

Cette année, le Mozambique a célébré la JME sous le thème « Mettons de l'ordre dans nos quartiers afin d'améliorer nos vies », qui visait à sensibiliser l'ensemble du pays sur les avantages sociaux des pratiques et des planifications respectueuses de l'environnement. Dans la province d'Inhambane, un certain nombre d'activités organisées indépendamment par les représentants du gouvernement provincial ont été mises en place pour marquer cette journée.

Ces activités comprennent :

- La plantation d'arbres: Un total de 2 567 arbres ont été plantés dans l'ensemble de la province d'Inhambane, dont 120 étaient des arbres fruitiers, et 2447 des variétés locales. Il faut mentionner ici que dans la région de Tofo, Barra et Tofinho où le projet COAST est mis en œuvre, un total de 56 arbres d'espèces locales ont été plantés dans la forêt communautaire de Siquiriva.

- Des discussions sur l'environnement dans les écoles et les communautés: un total de 23 discussions ont eu lieu dans toute la province, avec la participation d'environ 6 297 personnes. Parmi les thèmes abordés dans ces discussions, se trouvaient le changement climatique, l'aménagement du territoire, l'assainissement, les feux sauvages et l'importance écologique des arbres et de la conservation des forêts, entre autres.

- Des concours de dessin et de rédactions dans les écoles, dans l'objectif d'accroître l'intérêt des étudiants sur les questions de conservation de l'environnement à l'école primaire de Mahalamba. Les meilleurs étudiants ont reçu du matériel scolaire.



Exposition sur la JME, à Inhambane, au Mozambique (Photo: Projet COAST)



Conférences publiques sur la JME à Inhambane, au Mozambique (Photo: Projet COAST)

LA JME ET LA CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT CÔTIER À ADA, GHANA

La JME a été célébrée sur le site de démonstration du projet à Ada, au Ghana avec l'organisation d'un certain nombre d'activités visant à démontrer que la bonne gestion de l'environnement et des ressources naturelles peut assurer le maintien de la production alimentaire à partir de sources non polluées. Sur le long terme, des terres fertiles ainsi que des ressources naturelles et des écosystèmes préservés pourraient être laissés à la postérité.

Ces activités comprennent:

1. La participation communautaire dans la collecte de matières plastiques, caoutchouc et autres déchets le long des routes principales qui mènent à la plage et aux hôtels en bordure de mer dans deux communautés côtières, Otokpe et Totimekope;

2. La sensibilisation sur des méthodes de débarrasage des ordures simples mais efficaces pour stimuler l'élimination responsable des déchets et la participation communautaire;

3. L'achat et la distribution de matériels d'assainissement;

4. Un forum public modéré par le directeur de coordination du district pour l'environnement afin d'encourager les résidents à maintenir les activités de nettoyage des plages pour le bénéfice à long terme de la communauté.

Au cours des activités de nettoyage des plages, le projet COAST a fourni des balais longs, des brouettes, des gants et des poubelles pour les membres des communautés locales, en partenariat avec Zoomlion, l'un des leaders du secteur privé en matière de gestion des déchets au Ghana, qui s'est associé à l'événement. Cela va en accord avec le fait que les partenariats public-privé pour la gestion des déchets sont soutenus par le projet COAST et sont considérés comme meilleure pratique disponible dans la gestion de la pollution des sols. Ces objets resteront disponibles pour faciliter des activités de nettoyage régulières qui se tiendront sur le site de démonstration d'Ada. Le superviseur de district de Zoomlion, M. Bryan Abakan, s'est engagé à doter de poubelles certains des sites d'enfouissement défrichés pour encourager le tri des déchets. À cet égard,

des efforts continueront dans la région pour sensibiliser la population et pour que les partenaires respectent leur engagement à assurer une infrastructure de collecte de déchets plus régulière, grâce à des nouveaux équipements, comme les poubelles qui seront installées dans la région.



Nettoyage de la plage d'Ada, au Ghana
(Photo: Projet COAST)



Nettoyage des rues d'Ada, au Ghana
(Photo: Projet COAST)

LA JME ET LA CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT CÔTIER À SALLY, SENEGAL

Pour soutenir le thème de cette année « Pensez. Mangez. Préservez. », à Saly, Sénégal, les partenaires du projet COAST en étroite collaboration avec le bureau du maire, ont organisé une conférence publique intitulée « Journée mondiale de l'environnement: Agissez, Mangez, préservez ». Cette conférence a porté sur les produits locaux de la ville de Saly. L'orateur principal, M. Mansour Ndiaye, directeur exécutif de l'APAF (Association de Promotion de l'Agroforesterie et de la foresterie) a organisé un débat autour du sujet de l'agroforesterie et ses potentialités pour assurer l'autosuffisance alimentaire au Sénégal. Cet événement a été suivi par 40 participants dont des représentants de l'eau et des gestionnaires de forêt, L'ONG Sénégal Vert et des experts du domaine de l'agriculture.

En outre, l'un des partenaires du projet à Saly, la SAPCO (Société d'Aménagement

et de Promotion des Côtes et zones touristiques) a collaboré avec des associations sportives et culturelles, avec le soutien d'acteurs du secteur privé dans des activités de sensibilisation pour marquer la JME. Le point culminant de ces activités était une promenade publique organisée par l'équipe COAST en partenariat avec la mairie de Saly et la SAPCO pour sensibiliser les communautés locales sur l'importance de la mer. La marche a commencé à l'entrée de la ville et a attiré plus d'une centaine de participants portant des T-shirts arborant le message « Saly Ville Propre = station Durable ».

En plus de cela, les activités suivantes ont été mises en place pour célébrer la Journée mondiale de l'environnement de cette année:

- Les hôtels de Saly ont tous été mobilisés pour informer leurs clients sur l'importance et la signification de la JME en les

encourageant à participer aux activités.

- Une activité de collecte publique des déchets dans la région entreprise par le bureau du maire en impliquant des écoles locales.
- Une marche qui a commencé à l'entrée de Saly jusqu'au centre ville suivie par le nettoyage des rues dans la station balnéaire..
- Une projection publique en plein air d'un film documentaire, intitulé « La malédiction des plastiques », qui montre les effets ravageurs des matières plastiques pour l'environnement.



Nettoyages de Saly à l'occasion de la JME au Sénégal
(Photo: Projet COAST)



Activités de nettoyage à Kribi, au Cameroun (Photo: Projet COAST)

1. CAMEROUN DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE KRIBI

Au cours de la période de juin à octobre 2013, le projet COAST a poursuivi la mise en œuvre des activités visant à démontrer et soutenir la mise en exécution des plans d'action pour le développement de l'écotourisme dans trois villages côtiers de Kribi (les chutes de la Lobé, Grand-Batanga et Londji)..

Des nouvelles de l'écotourisme:

- Deux séminaires de deux jours ont été organisés à Kribi pour fournir des compétences de base en informatique pour les guides touristiques et les acteurs du secteur hôtelier locaux. Cette formation s'est adressée à 15 représentants de groupes locaux de jeunes, 20 guides et 29 membres du personnel des hôtels voisins. Ceux-ci ont amélioré ses compétences en Internet et sur les moyens de renforcer la commercialisation de leurs activités à l'aide des médias sociaux et des outils gratuits basés sur Internet tels que Wikipedia, YouTube, Lonely Planet, Trip Advisor entre autres.

- Le site de démonstration a également réalisé quatre séminaires de formation sur l'éco-tourisme couvrant la conception et la création de produits touristiques, la cuisine et l'hygiène alimentaire ainsi que la santé et le tourisme dans trois villages de la région de Kribi (Villages Lobé Mbeka'a, Bongahélé et Londji). Un manuel de formation basique en tourisme a été élaboré et 81 guides locaux ont été identifiés comme accompagnateurs touristiques locaux.

Les activités prévues pour les mois à venir comprennent:

1. L'équipe du projet COAST à Kribi est en train de finaliser le processus de recrutement d'un expert qui créera des cartes indiquant les zones de tourisme durable sur le site de démonstration de Kribi.

2. LA GAMBIE DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE KARTONG:

La Gambie met en œuvre des activités dans le domaine thématique « écotourisme » en collaboration avec l'OMT sur le site de démonstration de Kartong. En tant que site de démonstration du Project COAST, Kartong dispose de nombreuses étendues d'eau douce naturelles et artificielles. Celles-ci constituent l'habitat de nombreux roseaux, poissons et autres oiseaux d'eau. Cet écosystème a été classé site Ramsar (*les sites Ramsar résultent de la convention sur les zones humides d'importance internationale, où chaque pays membre est autorisé à inscrire au moins un site de zones humides sur la liste des zones humides d'importance internationale*), ce qui a entraîné l'augmentation des visites d'amateurs d'oiseaux.

En raison de son habitat naturel riche, le développement des activités d'écotourisme autour des zones humides et anciennes carrières de Kartong autour de l'observation des oiseaux est tout à fait possible.

Le projet COAST continue de mettre en œuvre un certain nombre d'activités visant à rendre le site plus sensible aux questions de durabilité comme le soulignent les actualités ci-dessous.

Des nouvelles de l'écotourisme:

- Des cartes du site de démonstration, montrant tous les sites touristiques principaux de Kartong, ont été produites et validées par le comité de pilotage national du projet ainsi que par la communauté. Ces cartes seront disponibles sur place à l'office du tourisme et dans les établissements d'hébergement pour aider les touristes à avoir une vision graphique complète de la zone.

- Un certain nombre de réunions de sensibilisation des parties prenantes ont été organisées à Kartong pour s'assurer que les communautés locales reconnaissent l'importance de la conservation de l'environnement comme catalyseur des activités touristiques durables.

- Une formation sur le recyclage des déchets pour produire de l'artisanat et du compost a eu lieu du 8 au 10 juillet 2013 à Kartong. Cette formation vise à former les femmes et les jeunes de la région sur la façon de produire de l'engrais à partir des déchets biodégradables et de l'artisanat à partir de déchets non dégradables (plastique, bouchons de bouteilles et canettes), destiné à être vendu.

- Pour améliorer la durabilité des opérations du bureau de l'Association de Tourisme Responsable de Kartong (KART) qui sert de centre d'information touristique dans le site de démonstration, un ordinateur, une imprimante et une photocopieuse ont été achetés et installés dans leurs bureaux. Kartong n'ayant pas encore accès à l'électricité, un système solaire a également été acquis et installé afin que le centre d'information touristique puisse fonctionner.



Nettoyage public à Folonko à Kartong, en Gambie (Photo: Projet COAST)



Ateliers pour l'engagement communautaire à Kartong, en Gambie (Photo: Projet COAST)



Production locale de gin à Ada, au Ghana (Photo: Projet COAST)



Débarcadère dans le estuaire du Volta à Ada, au Ghana (Photo: Projet COAST)

3. GHANA

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION D'ADA

Le Ghana est l'un des pays participants au projet COAST et met en œuvre des activités dans le domaine thématique « éco-tourisme » en collaboration avec l'OMT sur le site de démonstration d'Ada. L'équipe COAST à Ada a mis en place un certain nombre d'activités durant la période de juin à octobre 2013, qui ont contribué à l'amélioration des retombées du tourisme pour les acteurs locaux.

Des nouvelles de l'écotourisme:

- L'équipe du projet COAST à Ada a mis en œuvre un certain nombre d'événements de sensibilisation sur l'importance de la conservation des espèces et de leur habitat, ainsi que sur l'élimination des déchets, dans les écoles de la région (24 écoles primaires, 3 écoles secondaires et 1 établissement d'enseignement supérieur).
- Pour s'assurer que les communautés locales soutiennent les efforts visant à améliorer le nouveau rôle d'Ada comme destination du tourisme durable, 15 membres de la communauté locale ont été sensibilisés à la conservation des ressources naturelles pour la durabilité de la vie et la promotion du tourisme.

- A des fins informatives et de sensibilisation, plus de 5000 affiches, brochures et dépliants sur les questions de durabilité du secteur

touristique ont été produites, avec le soutien du projet COAST et en étroite collaboration avec la Division de la faune et l'Agence de protection de l'environnement, et distribuées dans les écoles et les collectivités de la région.

- Le 2e atelier sur la gestion et la gouvernance durable du tourisme, auquel ont participé le Nigéria et le Ghana, a eu lieu du 22 au 24 octobre 2013. Pendant l'atelier, les trois pays ont établi des priorités dans les plans d'action nationaux pour la gouvernance du tourisme durable. Des réunions parallèles avec chaque pays partenaires ont également eu lieu afin de discuter sur les mécanismes de suivi et d'évaluation à mettre en place pour la documentation des résultats importants à partager en 2014.. L'atelier a été également une bonne plate-forme pour le partage des connaissances entre les pays participants, et a compris une visite sur le terrain du site de démonstration et des interactions avec certains des acteurs locaux qui bénéficient déjà des activités du projet COAST.

Les activités prévues pour les prochains mois comprennent:

1. L'équipe du projet COAST à Ada est en train de finaliser le processus de recrutement d'un expert qui créera des cartes indiquant les zones de tourisme durable sur le site de démonstration.

4. KENYA

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE WATAMU



Des participants après un atelier d'évaluation à Watamu (Photo: Projet COAST)

Le Kenya met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre des trois domaines thématiques « écotourisme », « systèmes de gestion environnementale et transfert de technologies respectueuses de l'environnement » (SGE/ TEST) et « gestion des récifs et des loisirs marins » (GRLM). En septembre 2013, une évaluation participative des acteurs a eu lieu pour évaluer les progrès des activités du projet COAST sur ce site.

Des nouvelles de l'écotourisme:

- Les activités d'écotourisme à Watamu sont supervisées par l'association marine de Watamu (WMA) en partenariat avec les acteurs locaux et avec le soutien technique de l'OMT. La plupart des activités du projet ont été mises en œuvre avec succès. Actuellement, les activités comprennent le don de dix vélos pour deux collectivités, le soutien au tourisme agricole et fermier et à la ferme à serpents de Mida Creek.

Des nouvelles des systèmes de gestion environnementale (SGE/ TEST):

- Pour aider à la mise en œuvre des activités SGE/ TEST sur le site de démonstration de Watamu, Le Centre national pour une production plus propre du Kenya (CNPP) a été recruté pour mettre en œuvre trois des cinq outils de gestion TEST, à savoir, l'évaluation pour une production plus

propre (EPP), les systèmes de gestion environnementale (SGE) et la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

- L'autorité nationale de gestion environnementale du Kenya (NEMA) a transféré les ressources nécessaires au CNPP pour la mise en œuvre des activités EMS / TEST. La 1re mission du CNPP est d'effectuer l'analyse de l'EPP, des SGE et de la RSE dans les deux hôtels partenaires du projet COAST, à savoir le complexe hôtelier Hemmingways et le club de plage de Turtle Bay, du 11 au 16 juillet 2013. Les résultats de la mission comprennent: l'évaluation détaillée de l'efficacité des ressources des hôtels; des recommandations détaillées sur les coûts inexistants, faibles et élevés, et des plans de mise en œuvre des recommandations.

- Dans le cadre de la composante « technologies respectueuses de l'environnement » (TRE) de la méthode TEST, NEMA a commencé le processus d'acquisition de la technologie du composteur Rocket qui doit être installé au club de plage de Turtle Bay et utilisé pour aider les activités agricoles des communautés locales. Il s'agira de la première installation de cette technologie au Kenya. En outre, trois biodigesteurs doivent être distribués à l'hôtel Hemingway, l'Association Marine de Watamu (WMA) et l'association locale pour l'océan (LOT).

Des nouvelles de la gestion des récifs et des loisirs nautiques (GRLN):

- L'équipe du projet COAST a conseillé les membres du comité de gestion du site de démonstration sur certaines possibilités qui pourraient leur permettre d'accéder à des subventions lors de la séance d'information sur les modalités d'accès aux fonds de soutien de projets communautaires, animée par la direction du projet de développement des côtes du Kenya (KCDP) et le programme de microfinancements du FEM (SGP).

- Grâce au partenaire du projet COAST EcoAfrica, une formation communautaire visant à améliorer les bonnes pratiques dans les activités d'excursions guidées sur les récifs, intitulée « regardez à travers du fond transparent du bateau » a été conduite. Au cours de la formation, 57 participants de 11 organisations, dont des opérateurs de bateaux, des responsables gouvernementaux et des représentants du DSMC de Tanzanie ont été formés du 22 au 24 juillet 2013.



Sensibilisation environnementale dans les écoles à Watamu, au Kenya (Photo: Projet COAST)



Évaluation des récifs à Inhambane, au Mozambique
(Photo: Projet COAST)



Balisateur de la région de Pomene dans le cadre des
activités de planification des terres au Mozambique
(Photo: Projet COAST)



Vainqueurs du trophée de la JME à Inhambane,
au Mozambique (Photo: Projet COAST)

5. MOZAMBIQUE

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION D'INHAMBANE

Le Mozambique met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre des trois domaines thématiques « écotourisme », « systèmes de gestion environnementale et transfert de technologies respectueuses de l'environnement » (SGE/ TEST) et « gestion des récifs et des loisirs marins » (GRLN). Pendant la période de référence, un certain nombre d'activités ont été mises en œuvre sur le site de démonstration d'Inhambane:

Des nouvelles des systèmes de gestion environnementale/ transfert de technologies respectueuses de l'environnement (SGE/ TEST):

- À Inhambane, les établissements participants au domaine SGE/ TEST (Bay View Lodge et le Bar de Dino) ont accueilli la 1ère mission du centre national pour une production plus propre du Mozambique (CNPPM). Des rapports d'évaluation de production propre ont été produits lors de cette mission contenant des recommandations à mettre en œuvre sans coût, à faible coût ou à coût élevés pour les hôtels et les entreprises partenaires.

Des nouvelles de la gestion des récifs et des loisirs marins (GRLM):

- Une formation sur les concepts de base du suivi et de l'évaluation participative a été donnée aux membres du comité de gestion du site de démonstration (DSMC).
- Les activités de nettoyage de la plage de Tofo sont devenues routinières, mises en œuvre tous les derniers weekends du mois par ALMA (une ONG locale qui travaille sur la gestion des déchets).

Les activités prévues pour les prochains mois à venir comprennent:

1. L'organisation continue d'ateliers de sensibilisation pour les acteurs qui prévoient la production de 9 panneaux pour la sensibilisation environnementale dans la région de TBT.



Activités de plantation d'arbres à Inhambane, au Mozambique (Photo: Projet COAST)



Un ancien marché aux esclaves à Badagry, au Nigéria (Photo: Projet COAST)



Des plages propres à Badagry, au Nigéria
(Photo: Projet COAST)



Le point focal pour le tourisme récompensant un guide
touristique en formation à Badagry, au Nigéria
(Photo: Projet COAST)

6. NIGÉRIA

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE BADAGRY:

Le Nigéria met en œuvre des activités dans le domaine thématique « écotourisme » en collaboration avec l'OMT. Au cours de la période de juin à octobre 2013, l'équipe COAST du site de démonstration de Badagry a mis en œuvre un certain nombre d'activités.

Des nouvelles de l'écotourisme:

- L'équipe du projet COAST à Badagry a organisé des formations de renforcement des capacités visant à générer des revenus à partir d'activités d'écotourisme, par exemple par la fabrication et la vente d'artisanat et de souvenirs sur le site de démonstration. Il s'agissait d'apprendre aux locaux à fabriquer des objets artisanaux à partir de noix de coco, de bambou, des perles et des textiles. Au total, 136 participants, principalement des membres des communautés locales, en ont bénéficié.

- Le processus de cartographie du site de démonstration a commencé, avec le recrutement d'un expert en cartographie, qui va créer des cartes détaillées de Badagry, indiquant tous les sites d'attraction touristiques importants (hôtels, sites du patrimoine, établissements publics, marchés et autres points de repère).

Les activités de renforcement des capacités du projet COAST ont permis envisager des changements positifs au sein des communautés locales:

- 1.
2. Un nombre important d'opportunités d'emplois locaux ont été créés grâce à la création et la vente de souvenirs.
3. Les moyens de subsistance se diversifient en créant des sources de revenus supplémentaires et alternatives dans le secteur touristique.

SÉNÉGAL

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE SALY

Le Sénégal met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre du domaine thématique « systèmes de gestion environnementale » (SGE). Ce domaine thématique particulier, de la même façon que les trois autres pays y travaillant, utilise la méthodologie « transfert de technologies respectueuses de l'environnement » (TEST) de l'UNIDO dans le travail avec cinq hôtels sur le site de démonstration de Saly (l'hôtel les Filaos, l'hôtel Le Lamentin, l'hôtel Bougainvilliers, l'hôtel Palm Beach et l'hôtel Teranga).

Des nouvelles des systèmes de gestion environnementale (SGE/TEST):

- Dans le cadre du domaine thématique SGE / TEST, les cinq hôtels ont signé des lettres d'engagement avec l'ONUDI, s'engageant à appliquer les cinq outils de la méthodologie TEST. Ils ont également participé à la première phase des missions d'audit sur l'efficacité énergétique qui a abouti sur un certain nombre de recommandations importantes à mettre en œuvre pour créer des avantages environnementaux et économiques.

- L'équipe COAST à Saly a également terminé l'analyse de toutes les questions réglementaires concernant les SGE/ TEST applicables aux aménagements des hôtels. L'analyse a porté sur des questions telles que l'eau, les déchets, l'air, le bruit, la santé et la sécurité, les technologies à risques, les produits chimiques et les récipients sous pression. Ces sujets seront abordés dans une série de formations avec les hôtels pour faire en sorte que les questions de protection de l'environnement soient intégrées dans leurs opérations.

Des nouvelles de la gestion et la gouvernance du tourisme durable (GGTD):

- L'équipe COAST à Saly a finalisé le processus d'élaboration d'un plan d'action pour la gouvernance et la gestion durable du tourisme dans les régions côtières du Sénégal.

- La composante de soutien de la communauté du projet COAST à Saly comprend des mesures pour soutenir les SGE en offrant une assistance technique à la ville et au village artisanal de Saly. À cet égard, les hôtels de la région continuent de bénéficier d'un soutien particulier sur la façon de concevoir et de mettre en œuvre des initiatives de responsabilité sociale des entreprises (RSE), grâce auxquelles ils peuvent se connecter plus avec les communautés locales.

Les activités prévues pour les mois à venir comprennent:

1. La création de cartes du site de démonstration a commencé avec le recrutement d'un expert en cartographie local qui créera des cartes indiquant tous les principaux sites touristiques et géographiques du site.



Campagne « Pensez. Mangez. Préservez » à Saly, au Sénégal (Photo: Projet COAST)



Activités environnementales publiques à Saly, au Sénégal (Photo: Projet COAST)



Conférence sur la préservation de la nourriture à Saly, au Sénégal (Photo: Projet COAST)

8. TANZANIE

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE BAGAMOYO



Boutre traditionnelle à Bagamoyo, en Tanzanie (Photo: Projet COAST)

La Tanzanie est l'un des trois pays qui met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre des trois domaines thématiques, à savoir « écotourisme », « systèmes de gestion environnementale et transfert de technologies respectueuses de l'environnement » (SGE/ TEST) et « gestion des récifs et des loisirs marins » (GRLM). Au cours de la période de référence, la Tanzanie a accueilli le cinquième comité de pilotage du projet COAST qui a rassemblé 38 participants venant des neuf pays partenaires du projet, ainsi que des représentants du PNUE, de l'ONUDI, de l'OMT, d'EcoAfrica et de la convention de Nairobi.

Des nouvelles des l'écotourisme:

Le projet met en œuvre des activités relevant du domaine thématique « écotourisme » dans les villages de Dunda, Kaole et Mlingotini du district de Bagamoyo. Ces activités visent à accroître la participation de la communauté au tourisme et à la conservation de la biodiversité, activités qui peuvent générer des revenus grâce au renforcement de l'entrepreneuriat local, et à l'amélioration de la prestation de services et la conservation de l'environnement marin.

Des nouvelles des systèmes de gestion environnementale (SGE/ TEST):

- Les hôtels Millenium (Millennium Old Post Office et Millennium Sea Breeze), l'hôtel Oceanic, Bomani Beach Bungalows et le Bagamoyo beach and Country Club se sont engagés à appliquer la technologie TEST de l'ONUDI.
- Le Centre de Production Propre de Tanzanie (CPPT) a effectué sa première mission pendant la première semaine d'octobre, qui

a commencé par une visite brève, et sera suivie par une évaluation en profondeur de production propre, afin d'identifier les formations nécessaires.

• Dans le cadre de la composante « technologies respectueuses de l'environnement » (TRE) de la méthode TEST, le conseil de district de Bagamoyo, en partenariat avec des acteurs du secteur privé impliqués dans la mise en œuvre des SGE/ TEST et le bureau du vice-président de Tanzanie (VPO) travaillent sur l'acquisition de 20 lampadaires solaires qui seront installés à Bagamoyo pour démontrer une meilleure pratique disponible en termes d'éclairage, qui ne soit pas néfaste pour l'environnement, et qui à son tour puisse aider à améliorer le secteur touristique (par moyen de l'amélioration de la sécurité dans le centre historique de la ville) et la communauté locale.

Des nouvelles de la gestion des récifs et des loisirs nautiques (GLNR):

• L'équipe d'EcoAfrica, en collaboration avec l'équipe locale du Projet COAST, a mené une série d'enquêtes sur les récifs de Bagamoyo (le récif de Mshingwe, Mwamba Kuni et le récif de Lazy Lagoon) pour informer davantage le processus de cartographie des zones sensibles touchées par les interventions humaines.

• Un certain nombre d'activités indépendantes de nettoyage des plages ont été menées par la communauté à Bagamoyo, visant à recueillir tous les déchets sur les plages et à les analyser afin de déterminer la quantité de matières plastiques et de déchets non dégradables que l'on y trouve.



Engagement de la communauté dans la replantation de palétuviers (Photo: Projet COAST)



Photo de groupe au 5eme comité de pilotage à Bagamoyo, Tanzanie, du 23 au 28 septembre 2013 avec la participation de 31 partenaires (PNUE, OMT, ONUDI, EcoAfrica et des représentants des neuf pays partenaires)
(Photo: Projet COAST)



Recyclage des déchets. Saly, Senegal
(Photo: Projet COAST)



Réunion des parties prenantes. Kartong, Gambie
(Photo: Projet COAST)



Collecte des ordures. Saly, Senegal (Photo: Projet COAST)



Récifs coralliens. Bagamoyo, Tanzania
(Photo: Projet COAST)



Matériaux de publicité. (Photo: Projet COAST)



Hippocampe à Inhambane, Mozambique.
(Photo: Tibeia Hamman)



Vue aérienne des Seychelles. (Photo: Projet COAST)



Musée de l'histoire de l'esclavage.
(Photo: Projet COAST)

GALERIE D'IMAGES



Ordures collectées. Kribi, Cameroon (Photo: Projet COAST)



Des efforts pour la collecte de déchets. Ada, Ghana (Photo: Projet COAST)



Plan d'utilisation des terres. Pomene, Mozambique (Photo: Projet COAST)



Collecte de déchets. Ada, Ghana (Photo: Projet COAST)



Régénération des mangroves. Bagamoyo, Tanzania (Photo: Projet COAST)



Bénéficiaires du projet d'eaux. Watamu, Kenya. (Photo: Projet COAST)



Atelier de formation des artisans. Badagry, Nigeria. (Photo: Projet COAST)



Mr. Haroon Papu, président du projet d'eaux de Chipande. Watamu, Kenya. (Photo: Projet COAST)



Replantation des mangroves. Bagamoyo, Tanzania. (Photo: Projet COAST)



Pêche à Kartong. Gambia. (Photo: Projet COAST)



Plan d'utilisation de terres à Pomene, Mozambique. (Photo: Projet COAST)



ENTRETIEN SUR LA GESTION DES RÉCIFS ET DES LOISIRS

MARINS AVEC LE
DR FRANÇOIS ODENDAAL,
PDG D'ECOAFRICA

Le Dr François Odendaal est le directeur d'EcoAfrica, le sous-traitant de l'UNIDO menant les activités du domaine thématique « gestion des récifs et des loisirs nautiques » (GRLN) dans trois pays (le Kenya, le Mozambique, et la Tanzanie). Basé à Pretoria, en Afrique du Sud, le professeur Odendaal dirige une équipe d'experts offrant leur soutien dans la GRLN aux trois pays COAST.

Dans cet entretien le Dr Odendaal nous partage le progrès effectué dans la mise en œuvre des activités du domaine thématique GRLN et la façon dont elles contribuent à l'avenir du tourisme côtier durable en Afrique.

1 Pourriez-vous expliquer à nos lecteurs le travail d'EcoAfrica et son rôle particulier dans la mise en œuvre du projet COAST en Afrique de l'Est ?

EcoAfrica est une équipe interdisciplinaire de professionnels hautement qualifiés qui se concentre sur les enjeux et les processus environnementaux et sociaux. L'équipe de consultants est soutenue par un groupe d'administrateurs à plein temps, des chercheurs, des spécialistes de l'informatique et des gestionnaires financiers. EcoAfrica est créé des entreprises indépendantes en Afrique australe et orientale. Depuis 1988, EcoAfrica a acquis une vaste expérience dans la gestion de l'environnement, de la conservation et du développement intégrés, et dans des domaines connexes. Nous faisons de notre mieux pour aider les personnes et les projets qui sont à la recherche de résultats durables et équitables.

EcoAfrica a une longue histoire de collaboration avec de nombreux organismes des Nations Unies dans de nombreux projets et initiatives qui remontent au siècle précédent, pour ainsi dire. La société a aidé le développement de projets et a également travaillé à la mise en œuvre de nombreuses initiatives financées par le FEM à travers l'Afrique. EcoAfrica a été recruté comme

sous-traitant par l'ONUDI pour la mise en œuvre du domaine thématique « gestion des récifs et des loisirs marins » du projet COAST en mai 2011. Nous travaillons dans trois des pays partenaires: le Mozambique, la Tanzanie et le Kenya.

Au début des activités de GRLN du projet, notre première tâche était de comprendre les modalités du projet COAST existantes et comment notre société pourrait mieux mettre en œuvre les activités de GRLM dans le cadre du projet déjà établi, qui a été créé au début du projet COAST en 2009. Il n'est pas toujours facile de s'intégrer dans un projet déjà en place et d'utiliser des structures de fonctionnement qui ont été établies avant notre entrée en jeu. Cependant, nous avons abordé le projet avec beaucoup d'enthousiasme et nous avons rencontré un soutien important au sein des comités de gestion des sites de démonstration.

Ensuite, l'évaluation à mi-parcours du projet COAST dans son ensemble a été réalisée en Décembre 2011. Le projet a ensuite été remanié pour répondre à l'objectif visé de réduire les effets néfastes des pratiques touristiques non-durables pour les écosystèmes côtiers, et un processus a été introduit afin d'identifier et d'intégrer les meilleures pratiques disponibles et les

meilleures technologies disponibles (MPD / MTD) dans le projet. EcoAfrica a aligné les activités du projet d'origine à ce processus et a pris des mesures de gestion de projet supplémentaires pour aider la mise en œuvre. Ces mesures supplémentaires comprennent l'identification d'une nouvelle capacité de personnel au sein d'EcoAfrica et l'établissement de mesures claires pour la mise en œuvre. Nous continuons d'intégrer nos activités et de travailler en coordination avec les domaines thématiques « systèmes de gestion environnementale » (SGE) et « écotourisme ».

2. Nous sommes dans la dernière année de mise en œuvre du projet. Quels résultats ressortent du travail d'EcoAfrica dans le domaine thématique GRNL du projet COAST?

En y repensant, je me dis qu'il aurait été bénéfique qu'EcoAfrica intervienne plus tôt dans le projet. Il n'est pas facile de faire avancer les choses sur le terrain en un court laps de temps (trois ans). Néanmoins, certains résultats se dégagent de la mise en œuvre du projet au niveau régional, comme:

- L'identification de certaines MPD/ MTD efficaces, l'identification et la création de cartes des zones marines sensibles importantes ainsi que le renforcement des capacités des acteurs locaux dans le tourisme nautique pour des participants de Tanzanie et du Kenya. Cela a permis de faciliter le dialogue et le partage d'information entre les deux sites de démonstration, de sensibiliser les acteurs à l'importance de maintenir le bien-être des écosystèmes marins et côtiers et de promouvoir le développement durable dans le secteur.
- EcoAfrica développe également une vidéo concernant le domaine thématique GRNL qui pourra être utilisée afin de mettre en évidence certains des problèmes et des opportunités liés au tourisme côtier et aux loisirs nautiques et de favoriser le tourisme durable dans la région. Des films ont déjà été recueillis dans les trois sites de démonstration, qui présentent des images de l'évaluation des récifs et certains aspects positifs et négatifs des loisirs nautiques. Une fois terminée, cette vidéo sera un outil utile pour la gestion du secteur touristique à l'avenir. EcoAfrica cherche des partenaires locaux supplémentaires pour

aider à traiter les problèmes rencontrés par les décideurs au sein et au-delà des sites de démonstration. Par exemple, l'équipe a présenté le projet Smart Fish, qui aide les autorités de la pêche à assurer le respect des réglementations concernant la pêche dans la région de Bagamoyo. L'équipe est également intervenue lors de la journée pour la durabilité des fruits de mer, organisée par le conseil d'intendance marine (MSC) à Zanzibar plus tôt cette année. Les efforts se concentrent maintenant sur le développement de plans de durabilité qui cibleront les différentes zones du site de démonstration. Ces plans doivent être aussi simples que possible, réaliste en termes de leur mise en œuvre et doivent s'inscrire dans le contexte spécifique de chaque site de démonstration. S'ils ne peuvent pas être mis en œuvre, ils ne vaudront pas le papier sur lequel ils seront imprimés.

Dans les trois sites de démonstration, nous avons terminé la recherche de base, qui a été effectuée pour donner un aperçu du contexte de chacun des sites de démonstration afin d'identifier les questions et les opportunités principales. Des évaluations préliminaires des récifs ont également été réalisées dans chacun des sites de démonstration, afin de guider les techniques de futures évaluations potentielles se penchant sur la gestion et

le suivi des sites sensibles, mais aussi pour avoir un aperçu de certaines zones sensibles. Des cartes du site de démonstration ont été réalisées pour indiquer la zone dans laquelle les activités de GRL M se déroulent. Celles-ci pourront également fournir une base pour la création de cartes des écosystèmes marins sensibles et des principales utilisations de ces zones par le secteur touristique.

3. Quels sont les défis affectant la mise en œuvre du projet et comment peut-on les résoudre?

Parmi ces défis, on observe un manque de coopération entre les acteurs travaillant au niveau local, de telle façon que le grand nombre et la diversité des initiatives de développement, des efforts et des acteurs de recherche ne s'établissent pas toujours sur des partenariats harmonieux. Un autre problème résulte de l'instabilité du secteur touristique avec la crise économique mondiale qui rend les efforts de planification quelque peu difficiles à gérer. Le contexte des activités du projet dans les trois sites de démonstration très différents d'Afrique de l'Est a mis en évidence l'importance de comprendre chaque contexte particulier et d'identifier des innovations et des solutions qui soient pertinentes et viables dans le contexte local particulier.



Une étoile de mer au large de la côte du site de démonstration de Bagamoyo en Tanzanie

Certains des principaux défis du projet vont de pair avec les pressions des grandes initiatives financées par des donateurs, comme la coordination entre les différents domaines thématiques, des exigences importantes en termes de rapports et la nécessité de répondre aux besoins du projet tout en essayant d'assurer sa mise en œuvre pertinente au niveau local. En adoptant une approche de collaboration et en se concentrant sur la réalisation des priorités identifiées par le DSMC, nous espérons que l'équipe de GRLN a surmonté la plupart de ces défis.

Certains défis logistiques ont été rencontrés dans les activités d'évaluation et de création de cartes, comme des conditions météorologiques défavorables, un manque de disponibilité de l'équipement nécessaire à Bagamoyo et des retards dans l'obtention et la vérification des données fournies par différentes sources. L'équipe continue à faire face à ces défis et cherche à identifier des solutions alternatives et créatives dans la mesure du possible.

4. Le principal objectif à la base du projet COAST est d'identifier les meilleurs pratiques et technologies locales pour gérer l'impact de la pollution des terres provoquée par les activités touristiques. Selon votre travail dans le domaine thématique de la GLRM, comment cela peut-il se faire en Afrique de l'Est, et même au-delà de la portée géographique du projet?

Nous savons tous que le bien-être des écosystèmes marins est au cœur de la vie des autochtones des zones côtières sur les sites de démonstration du site. La pêche est une activité de subsistance essentielle pour de nombreuses familles alors que le secteur du tourisme en forte croissance offre des possibilités d'amélioration des moyens de subsistance, mais a aussi un impact négatif sur les traditions socioculturelles et les environnements marins et côtiers naturels. Parmi ces effets négatifs, on observe : la dégradation et la mutation des écosystèmes à cause de développements mal planifiés du littoral ou d'activités touristiques non contrôlées dans les zones sensibles, la surexploitation des ressources naturelles limitées, l'augmentation des sources de pollutions terres à cause de l'augmentation

de la production de déchets, et la perturbation de la faune marine à cause de l'augmentation du nombre de visiteurs et de leur comportement non contrôlé. Si le tourisme n'est pas développé et géré de façon durable, il peut aussi y avoir un conflit entre les exploitants locaux des ressources et les visiteurs.

Des tentatives ont été faites afin de comprendre ces effets négatifs par la recherche et le suivi ciblés, et d'atténuer certains impacts des activités touristiques dans les régions du projet grâce à l'utilisation de meilleures pratiques disponibles et de meilleures technologies disponibles (MPD/MTD). Par exemple, des progrès ont été accomplis dans l'élaboration de codes de conduite sur les sites de démonstration de Watamu et du Mozambique (TBT) afin de faire en sorte que les tour-opérateurs observent des pratiques responsables qui permettront de réduire leur impact sur les écosystèmes et les espèces marines. Certains opérateurs privés reconnaissent également l'importance de l'autorégulation dans le secteur pour tenter de réduire l'impact des activités de loisirs destructrices. Des efforts sont aussi placés sur le soutien de la gestion et de la conservation locale des écosystèmes récifaux sensibles grâce à la création de zones marines gérées localement. Une recherche ciblée sur les écosystèmes marins sensibles dans les zones pourrait fournir une base d'informations utiles pour la prise de décisions. Toutes ces activités doivent avancer dans un cadre bien planifié et coordonné. Afin de gérer de manière adéquate l'épée à double tranchant du tourisme côtier en Afrique de l'Est, c'est-à-dire réduire ses impacts négatifs potentiels et le transformer à l'avantage de l'économie locale. Une collaboration efficace est essentielle entre les autorités, les résidents et exploitants locaux des ressources, et le secteur touristique.

5 Au sujet du plan de durabilité: selon votre expérience dans le domaine, comment voudriez-vous que les activités du projet continuent après la fin du projet COAST?

Dans ce cas, il faut devenir aussi familier que possible avec le terrain, et toujours se rappeler que la mise en œuvre des plans est étroitement liée aux réalités locales.

L'approche d'EcoAfrica a toujours été basée sur la collaboration et la participation de sorte que toutes les activités qui menées soient entreprises de la manière la plus participative possible. Au cours de notre engagement avec le projet COAST, nous avons travaillé main dans la main avec les membres de la DSMC et les acteurs locaux de chaque site de démonstration dans toutes nos activités afin de faire en sorte que les connaissances et les informations soient partagées. Par exemple, À Bagamoyo, Muhisini Malekela, un membre de la DSMC a participé aux enquêtes préliminaires sur les récifs.

Nous travaillons également en étroite collaboration avec les ONG locales et les organisations communautaires dans la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités. Par exemple, pour les enquêtes préliminaires sur les récifs du site de démonstration TBT au Mozambique, nous avons reçu l'aide de Kudzi Guicome, un jeune membre très capable de l'association locale de plongée, Bitonga Divers. Au Kenya, nous avons sous-traité l'association marine de Watamu (WMA) pour diriger la formation des guides touristiques qui visait à favoriser les meilleures pratiques lors des excursions en bateau à fond transparent.

Pour l'élaboration du plan de gestion de la durabilité, l'équipe de GRLM s'efforcera d'être constamment en concertation avec les acteurs locaux et de faire en sorte que le plan soit ancré localement dans le cadre de planification existant pour chaque site. Nous allons également mettre en évidence les besoins prioritaires pour la mise en œuvre des activités selon les plans de l'après projet COAST et tenter d'identifier des partenaires potentiels. Dans ce cas, la principale leçon est que les projets à court terme seront loin d'atteindre la durabilité qui est si recherché. Cinq ans, c'est trop court. Il faut des projets qui soient beaucoup plus longs, et au sein desquels le transfert aux collectivités locales peut se faire sur une période de dix ans au moins.

(Pour contacter le Dr Francois Odendaal, veuillez lui envoyer un email sur francois@ecoafrika.co.za ou <http://www.ecoafrika.co.za/>)



EXPÉRIENCE ET LEÇONS DE LA COMMISSION DU COURANT DE BENGUELA

Par Claire Attwood

APERÇU

Le projet COAST s'emploie à mettre en valeur certaines des meilleures pratiques et certains exemples qui cherchent à démontrer que le tourisme côtier durable en Afrique peut devenir une réalité. Dans cette édition du bulletin d'information, nous présentons le travail de la commission du courant de Benguela (BCC), une initiative intergouvernementale multisectorielle de l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud. En juin 2013, le projet COAST et la BCC ont organisé un événement de jumelage soutenu par le FEM où des liens plus étroits et des accords de coopération mutuelle dans le partage des connaissances ont été élaborés et adoptés.

APERÇU DE LA COMMISSION DU COURANT DE BENGUELA

La commission du courant de Benguela (BCC) est une initiative intergouvernementale et multisectorielle entre l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud pour promouvoir la gestion et la protection durable du grand écosystème marin du courant de Benguela (GEMCB). Elle constitue, pour les trois pays susmentionnés, un véhicule pour introduire une « approche écosystémique de la gouvernance des océans » afin de travailler conjointement dans la résolution des problèmes qui affectent le milieu marin environnant. La BCC est la première commission dans le monde à utiliser l'approche des grands écosystèmes marins (GEM) dans la gouvernance des océans. La commission se concentre sur la gestion des bancs de poissons, le suivi de l'environnement, la biodiversité et la santé des écosystèmes, la réduction de la pollution et l'atténuation de l'impact de l'exploitation minière, pétrolière et gazière au large des côtes. Une gouvernance, une formation et un renforcement des capacités

environnementales efficaces sont à la base de son ordre du jour.

La BCC constitue, pour l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud, un véhicule pour introduire une « approche écosystémique de la gouvernance des océans ». Cela signifie que, au lieu de gérer les ressources vivantes et non vivantes au niveau national, les trois pays travaillent ensemble pour résoudre les problèmes qui affectent l'environnement marin.

INSTITUTIONNALISER LA GOUVERNANCE DES OCÉANS DANS UN CONTEXTE RÉGIONAL: LE CONCEPT DE LA CONVENTION DU COURANT DE BENGUELA.

La Commission du courant de Benguela a été créée en janvier 2007 grâce à un accord intérimaire qui a été signé par les trois pays susmentionnés. Le 18 mars 2013, les gouvernements se sont réunis à nouveau pour signer la convention du courant de Benguela, un traité environnemental révolutionnaire qui fait de la commission du courant de Benguela une organisation intergouvernementale permanente.

Une fois ratifiée, la convention du courant de Benguela obligera l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud à :

- Empêcher et éliminer la pollution et prendre des mesures pour protéger les écosystèmes marins contre tout impact néfaste.
- Entreprendre des évaluations d'impact environnemental pour toute activité qui pourrait avoir un impact négatif sur l'environnement côtier et marin.
- Collecter, partager et échanger des informations.
- Dans la mesure du possible, réduire et empêcher l'altération et la destruction des habitats.
- Protéger les espèces vulnérables et l'intégrité biologique.
- Améliorer les capacités et les infrastructures humaines.

Les trois gouvernements participants



Des bateaux de pêche sont ancrés au pied de Table Mountain à Cape Town. Les touristes affluent vers des attractions telles que Table Mountain, mais d'autres activités, comme la pêche commerciale, apportent aussi des avantages économiques pour les pays du courant de Benguela

ont convenu de ratifier la convention d'ici la fin 2013. Pendant le processus de ratification, chaque pays examinera le texte de la convention, en veillant à ce que son contenu soit conforme aux lois et politiques nationales. Le texte de la convention décrit l'intention des pays de conserver et de gérer le GEMCB conjointement, pour le bénéfice des générations présentes et futures. Les pays présenteront ensuite la convention à leurs chefs d'état pour signature. La convention du courant de Benguela entrera en vigueur 30 jours après sa ratification par chaque partie.

Le partenariat mondial pour équilibrer l'industrie et une gestion environnementale efficace.

Ceci n'est pas tâche facile compte tenu du fait que le Benguela est richement doté de ressources à la fois vivantes et non vivantes, y compris d'importantes pêcheries commerciales, d'importantes réserves de pétrole, de gaz et d'autres minéraux, comme les phosphates. Le défi de la commission du courant de Benguela est d'équilibrer les avantages des activités économiques comme l'extraction de pétrole et de gaz avec des pratiques efficaces de gestion de l'environnement. L'une des façons dont la BCC doit faire face à ce problème est en finançant et soutenant des programmes complets scientifiques, de formations et de

renforcements des capacités.

Certaines des approches stratégiques de la BCC sont les suivantes:

- Des projets de recherche sur les ressources marines et côtières: un financement généreux du programme scientifique de la BCC a été garanti par le gouvernement Norvégien et un certain nombre de projets de recherche qui visent à améliorer la compréhension des ressources marines et côtières de Benguela sont en cours.
- Le renforcement des capacités et les formations: L'agence de développement islandais, l'ICEIDA, soutient la mise en œuvre de la stratégie de formation et de renforcement des capacités de la BCC et l'union européenne a accordé une subvention pour financer le projet EcoFish qui devrait moderniser et améliorer la gestion des pêches marines en Angola, Namibie et Afrique du Sud. D'autres organisations de soutien comprennent l'organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies, au travers de son projet EAF-Nansen, et l'organisation mondiale pour la conservation WWF.
- Le développement institutionnel des capacités de la BCC: en tandem avec les programmes scientifiques, de formation et de renforcement des capacités, la

..... « Le défi de la commission du courant de Benguela est d'équilibrer les avantages des activités économiques comme l'extraction de pétrole et de gaz avec des pratiques efficaces de gestion de l'environnement »

BCC met en œuvre un projet pour tester et renforcer sa propre structure et son efficacité. Officiellement intitulé « mise en œuvre du programme d'action stratégique du GEMCB pour la restauration des stocks appauvris et la réduction de la dégradation des ressources côtières », cette initiative de quatre ans est généralement connue sous le nom de « projet SAP-PMI ». Son objectif est de mettre en œuvre le Programme d'Action Stratégique du GEMCB (SAP) pour l'élaboration et l'adoption d'une structure de gestion efficace des GEM transfrontaliers. Le projet SAP-PMI est financé par le fonds pour l'environnement mondial qui, avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a joué un rôle clé dans le développement institutionnel de la BCC.

- L'amélioration de la gouvernance transfrontalière grâce au soutien politique: Le projet SAP-IMP cherche à atteindre cet objectif en aidant les trois pays à examiner

et harmoniser les politiques nationales, la législation et les pratiques opérationnelles afin d'assurer une approche de la gestion transfrontalière régionale des GEM. Un soutien est également fourni pour le renforcement des capacités, l'adoption de mécanismes financiers appropriés et la participation plus efficace des parties prenantes dans tous les secteurs, avec un accent particulier sur la participation de la communauté et de la société civile.

La BCC comme modèle de gouvernance durable des grands écosystèmes marins (GEM)

Le grand écosystème marin du courant de Benguela est l'un des écosystèmes les plus riches de la terre et un atout d'importance mondiale. La mise en place permanente de la commission du courant de Benguela est nécessaire pour la future gestion de l'écosystème, et le bien-être des populations de la région. Ce modèle, s'il est institutionnalisé et soutenu efficacement, a le potentiel de se développer en un modèle solide pour la gouvernance des grands écosystèmes marins transfrontaliers en Afrique, et même le monde.



Un travailleur sépare le naissain d'huître dans une ferme d'huîtres de la Namibie. L'aquaculture, le transport maritime, le tourisme côtier, la pêche commerciale, l'exploitation minière marine et la production de pétrole et de gaz sont les principales activités économiques de la régions du GEMCB

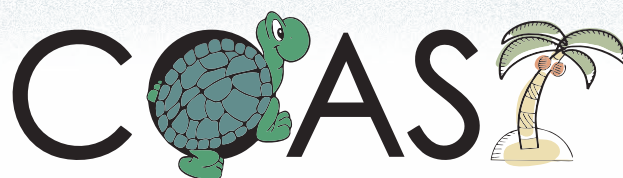


Bernhard Esau, ministre de la pêche et des ressources marines en Namibie, Edna Molewa, ministre de l'eau et de l'environnement en Afrique du Sud et Victoria de Barros Neto, ministre de la pêche en Angola, échantent des copies signées du courant de Benguela



Des bateaux de pêche sont ancrés à Porto Amboim, en Angola. À juste titre, la convention du courant de Benguela a été signée dans la ville angolaise de Benguela, qui partage son nom avec le courant froid de Benguela, source de nombreux biens et services écosystémiques

Pour plus d'informations sur la commission du courant de Benguela, veuillez visiter www.benguelacc.org
Ou contactez Mlle Claire Attwood sur claire@fishmedia.co.za



COLLABORATIVE ACTIONS FOR SUSTAINABLE TOURISM



Tel | +254 20 7625286



facebook | COAST Project
<http://www.facebook.com/TheCoastProject>



E-mail | G.Omedo@unido.org



Twitter | @TheCOASTProject



Website | www.coast.iwlearn.org

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE DE L'ONUDI

Ce document a été réalisé sans édition formelle des Nations Unies, les appellations employées et la présentation des données dans ce document n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou régions, ou de leurs autorités, ni quant à la délimitation de ses territoires ou frontières, ou de son système économique ou degré de développement. Les appellations "développé", "industrialisé" et "en développement" sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par un pays ou une région particulière dans le processus de développement. La mention d'une entreprise ou de produits commerciaux ne constitue pas une approbation par l'ONUDI. Bien qu'un grand soin ait été pris pour maintenir l'exactitude des informations ci-dessus, ni l'ONUDI ni ses États Membres n'assument la responsabilité pour les conséquences qui pourraient résulter de l'utilisation des matériaux

Ce document peut être librement cité ou reproduit, mais avec accord préalable